
La globalisation sécuritaire

André Brigot



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/21291>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination : 490-491

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

André Brigot, « La globalisation sécuritaire », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2012, mis en ligne le 01 juillet 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/21291>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

La globalisation sécuritaire

André Brigot

André Brigot, professeur certifié

- 1 S'IL est devenu un lieu commun de rappeler le rapprochement de la défense (au sens de sécurité extérieure) et de la sécurité intérieure, institutionnalisé en France par l'officiel *Livre Blanc* de 2008 intitulé : *Sécurité et défense nationale : en quel sens peut-on parler de globalisation sécuritaire ?* L'objet de ce séminaire était d'étudier cette notion de sécurité.
- 2 Après avoir différencié mondialisation et globalisation, on s'est efforcé de situer la notion mouvante de « sécurité », notamment dans l'ensemble lexical peur, sécurité, insécurité, sûreté... D'où un parcours du discours savant, à travers la littérature historique et sociologique sur ces notions. Une distinction a été établie entre les conceptions de longue durée (la peur en Occident), le moyen terme : l'apparition à la fin des années 1960 en France, après les guerres (suite de la Seconde Guerre mondiale et décolonisation, jusqu'à la guerre d'Algérie) d'un discours sur la sécurité intérieure et enfin le court terme : l'évolution de la sécurité et les utilisations médiatiques et politiques, voire électorales, de ce thème.
- 3 Afin de confronter à cette approche « savante » les perceptions de la peur et de l'insécurité, on a eu recours aux enquêtes, sondages, statistiques et analyses contemporains, français et européens. D'où des ensembles croissants allant des statistiques judiciaires (affaires jugées) aux statistiques policières (les plaintes retenues), jusqu'aux enquêtes sociales (INSEE) : « avez-vous été l'objet de violence ? » Enfin une tentative d'analyse du web a été amorcée à travers une interrogation simple : « peur de... ? », suivie d'analyses des connexions discursives et concrètes (liens, renvoi sur des sites, blogs...).
- 4 De ces approches, on a considéré qu'il se dégagait une plainte collective, différente des plaintes institutionnalisées. Cette plainte collective, certes difficile à cerner (et qu'on a voulu maintenir dans le cadre de la violence physique - mais un suicide dû aux conditions de travail est-il la conséquence d'une agression ?) on l'a alors considéré comme une demande de sécurité, afin de la confronter à l'offre. Cette démarche

permettait de mettre face à face les demandes sociales et l'offre institutionnelle (armée, police, mais aussi l'offre privée de sécurité).

- 5 Au-delà des confrontations que permet cette présentation demande/offre, qui présente de suggestives inadaptations, à travers même les évolutions des organisations (police, armée et entreprises privées de sécurité), il apparaît que deux éléments semblent sur-déterminer l'offre de sécurité. D'une part, les évolutions des techniques, très largement supra-nationales, de l'autre, l'évolution des ressources consacrées à ces organisations, ressources publiques et mise en place et développement d'un marché privé de la sécurité. On peut alors préciser l'idée d'une globalisation, au sens où ces deux éléments (les techniques et le marché) dépassent largement le cadre étatique ou national. Bien plus qu'une adaptation des organisations (et notamment la croissance différente des militaires et des forces de police, au bénéfice de ces dernières), on assiste à une transformation technique : numérisation, robotisation de ces domaines, qui en font un secteur privilégié d'investissements. Le marché de la sécurité s'impose progressivement, s'articule sur le monopole étatique de la violence légale et recompose une répartition entre l'État et la société civile qui est à la base de la vision weberienne de l'État.
- 6 À l'issue du séminaire, largement fondé sur les constats statistiques et les analyses de cas, ces évolutions ont conduit à orienter la réflexion pour l'année 2011-2012 sur une analyse plus politique des phénomènes sécuritaires, la globalisation des menaces et surtout des réponses apportées par les différents acteurs.

INDEX

Thèmes : Sociologie